

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir\_corruption@hotmail.com

L'EUROPE CHERCHE À IMPOSER, VIA L'OMC, LA «RÉCIPROCITÉ» EN MATIÈRE D'ACCÈS AUX MARCHÉS PUBLICS

# La Chine, «énorme gâteau» de 1 000 milliards de dollars par an

**L'Union européenne (UE) veut lancer une offensive internationale sur la manne des marchés publics, estimant qu'elle est lésée par rapport aux pays américains et asiatiques (Chine principalement) qui ferment leurs commandes publiques. Les commandes publiques représentent 16% de la demande en Chine et 19% en Europe, et le montant des marchés publics dans la deuxième économie mondiale s'élève à 1 000 milliards de dollars par an. Pour l'UE, la Chine est un énorme gâteau dont les entreprises étrangères restent très largement exclues, et pour y prendre une grosse part, l'OMC est appelée à la rescousse.**

**A** défaut de récupérer un morceau de la commande publique chinoise, l'UE est prête à tout : «défense commerciale», «réciprocité», pour ne pas dire de la rétorsion. Du côté de l'Europe, ce serait une sorte de «gré à gré» (GAG) international pour ses entreprises, ou tourner le dos aux pratiques de transparence dans l'accaparement de gros marchés publics à l'international. Ou alors, comment faire pression sur la Chine notamment pour l'amener à adhérer au nouvel accord international signé sous l'égide de l'OMC pour l'ouverture des marchés publics. Cet accord, selon les récentes déclarations du Commissaire européen en charge du marché intérieur, étendrait à de nouveaux domaines les appels d'offres publics ouverts à la

concurrence internationale : il a été conclu en décembre dernier à Genève par 42 pays, dont ceux de l'UE, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud. La valeur des appels d'offres couverts par l'accord de 500 milliards à 600 milliards d'euros. L'Europe semble décidée à avancer sur le terrain de la «réciprocité» — pour ne pas dire de la rétorsion — en matière d'accès aux marchés publics.

A défaut d'une telle ouverture, les entreprises de ces pays (Chine, Japon, USA, Canada) pourraient être exclues de certains appels d'offres européens.

Dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un accord étendant à de nouveaux domaines les appels d'offres publics ouverts à la concurrence internationale a été conclu en décembre à Genève

par 42 pays, dont ceux de l'UE, les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud. Cet accord fait passer la valeur des appels d'offres couverts par l'accord de 500 milliards à 600 milliards d'euros. «La prochaine priorité est que la Chine y adhère», a déclaré le Commissaire européen en charge du marché intérieur. «On a un nouveau cadre bien meilleur. La Chine doit dire si elle veut adhérer à l'accord tel qu'il est», a-t-il précisé.

Ce dernier considère par exemple anormal que les constructeurs de trains européens, comme le français Alstom, ou l'allemand Siemens, se voient interdire l'accès au marché japonais. L'UE prépare, en principe pour le mois de mars, une proposition destinée à favoriser l'ouverture des marchés publics des pays hors de l'Union européenne, principalement la Chine, mais aussi le Japon, le Canada et les Etats-Unis.

## Une «défense commerciale» qui favoriserait les pratiques opaques

«L'Union européenne aurait ainsi à sa disposition un véritable levier de négociation per-

mettant d'attirer ses partenaires autour de la table de négociation, le but ultime étant d'obtenir une ouverture généralisée des marchés publics internationaux par le biais d'accords négociés», explique-t-on au niveau de l'UE. La proposition a donné lieu, depuis des mois, à d'intenses tractations. L'Allemand M. De Gucht, Commissaire européen en charge du commerce, plus libéral que son homologue français chargé du marché intérieur, craint une initiative aux relents protectionnistes, préjudiciables aux échanges commerciaux. En guise de compromis, leur proposition commune devrait comporter trois volets :

**1.** Donner aux adjudicateurs publics européens la possibilité de traiter différemment les fournisseurs de pays avec lesquels l'Union européenne dispose d'un accord sur l'accès au marché public, ou de libre échange, de ceux avec lesquels elle n'en a pas encore, comme la Chine. Les pouvoirs publics européens pourraient ainsi rejeter les offres concernant des marchés non couverts par ce type d'engagements.

**2.** Mettre en place un mécanisme dit de «défense commerciale», géré par la Commission européenne, en association avec les Etats, permettant de fermer une partie du marché européen, en cas de discrimination répétée des fournisseurs européens dans un pays tiers.

Cette menace permettrait, selon M. De Gucht, «de réagir si les Chinois continuent de bloquer aux entreprises européennes l'accès à certains segments de marché».

**3.** Enfin, l'initiative devrait prévoir des dispositions concernant le traitement des offres «anormalement basses», afin de lutter contre la concurrence déloyale à laquelle se livrent parfois certains fournisseurs, en particulier chinois, sur les marchés européens. La proposition doit être adoptée par le Parlement européen et le Conseil dans les prochains mois. Le Royaume-Uni, et la Suède, voire l'Allemagne, pourraient être soucieux de limiter la portée du texte. Une des conséquences de ces mesures serait d'empêcher les entreprises chinoises de candidater aux offres publiques européennes. Affaire à suivre.

Djilali Hadjadj

## LIBRE DÉBAT Corruption = monopole + pouvoir - transparence

Au travers de multiples recherches sur ce cancer qui ronge notre pays, j'ai trouvé une équation géniale formulée par un économiste (\*).

Cette formule est la suivante : Corruption = monopole + pouvoir - transparence.

Alors si vous avez un pouvoir absolu (dictature) ou une fausse démocratie comme chez nous, si vous avez un secteur économique monopolisé et qui refuse toute concurrence, une économie basée sur la rente pétrolière qui est un gain facile, si vous avez les médias complètement au service du pouvoir et une justice totalement contrôlée, alors on a pouvoir absolu + monopole absolu - transparence qui tend vers 0, ce qui implique corruption absolue. Alléluia !

Mon idée à moi, c'est de créer le parti national démocrate anti-corruption (PNDC) pour dire tout haut ce que tous les Algériens pensent tout bas. Bon courage à l'Association algérienne de lutte contre la corruption.

A. F.

(\*) NDLR : Nous précisons à ce lecteur que cette équation est de l'économiste américain Robert Klitgaard qui a effectué une partie de sa carrière à la Banque mondiale.

## Un étudiant en magistère de sciences politiques cherche à connaître le nombre des élus locaux corrompus

Je suis un jeune étudiant algérien. Je prépare une thèse de magistère en sciences politiques sur le thème de «La gouvernance locale et son rôle dans la lutte contre la corruption des élus locaux : cas de l'Algérie». J'ai essayé de vous contacter au siège du *Soir*, place du 1<sup>er</sup>-Mai ; j'ai cherché votre numéro de téléphone, sans succès.

Je vous demande de m'aider de n'importe quelle manière : références, statistiques (surtout le nombre des élus locaux corrompus). Je travaille sur un sujet tabou en Algérie. J'ai lu toutes les archives du «Soir corruption» de 2005 à 2011. J'ai trouvé beaucoup de choses, mais je veux encore plus. J'attends votre réponse.

K. B.

**RÉPONSE :** Vous avez raison de vouloir plus, et ce qui est rassurant, c'est que des dizaines de vos collègues de toutes les universités du pays — Sciences Po., droit, finances, économie — se sont lancés ces dernières années dans ce type de recherches ô combien difficile, tant le doit à l'accès à l'information est constamment bafoué et piétiné par les pouvoirs publics.

Les sources sont multiples et dispersées : à vous de les identifier et de vous assurer de la crédibilité des données collectées. Essayez du côté du ministère de la Justice : de maigres statistiques ont été données

à ce sujet ces derniers mois, notamment sur les affaires de corruption chez les élus locaux, affaires jugées définitivement.

Quant à nous au *Soir d'Algérie*, nous ne cesserons d'encourager ce type de travaux, d'apporter notre collaboration et d'exprimer notre disponibilité, comme nous le faisons en direction de nos lecteurs qui nous sollicitent, et ce, depuis la création du «Soir corruption» en 2000.

N'hésitez pas à nous contacter, et à nous faire parvenir le fruit de vos recherches afin que nos lecteurs puissent en prendre connaissance.

D. H.

## La Russie veut limiter les paiements en liquide pour réduire la corruption

Le liquide représente 25% des moyens de paiement, contre 7 à 10% dans les pays occidentaux. Pour lutter contre la corruption, le ministre des Finances envisage de limiter les paiements en liquide. Mais il faudra sans doute du temps pour que les consommateurs russes adhèrent à ces pratiques. Régulièrement, les agences de presse russes rapportent des cas de vol très

conséquents : tel entrepreneur s'est fait dérober sa mallette dans laquelle il transportait l'équivalent de plusieurs centaines de milliers d'euros en roubles, telle jeune femme s'est fait arracher son sac qui contenait plusieurs centaines de coupures de billets de 100 dollars. Les Russes restent des adeptes des achats en roubles sonnants et trébuchants, une pratique qui alimente la corrup-

tion et les pots-de-vin. Le liquide représente 25% des moyens de paiement, contre 7 à 10% dans les pays occidentaux.

Pour payer son loyer, ou même une voiture, beaucoup préfèrent encore sortir des liasses de billets que leur carte bancaire. Le ministre des Finances entend désormais convaincre les plus réticents à limiter les paiements en liquide : «Si tous les achats importants

et les paiement de salaires étaient effectués via des règlements par virement, de façon transparente, cela permettrait aussi de lutter contre la fraude fiscale». Les commandes publiques pourraient aussi y gagner : le président russe a reconnu récemment que près de 25 milliards d'euros en pots-de-vin y étaient dépensés chaque année.

LSC